



**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS: REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 2014-2017**

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Appui au processus de réconciliation pour une paix durable en RCA  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00093202  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> 00093169

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD, FNUAP

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale; Ministère de l'Administration du Territoire; Ministères sectoriels (Education, Affaires sociales, Défense, Sécurité, Administration du Territoire) ;Société civile & médias ; ONG nationales et internationales ;MINUSCA ; Autres agences des Nations Unies

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**PNUD : 3 533 759.95 US\$**  
**FNUAP : 70 000 US\$**

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)  
**BPPS : 560 000 US\$**  
**UNDP Trac 1.1 : 125 000 US\$**

**TOTAL: 4 288 759,95 US\$**

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 36 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 14 Décembre 2014

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31 Mai 2016  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31 Décembre 2017

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui     Non    Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui     Non    Date: 1 - 10 decembre 2017

**Rapport soumis par**

Nom: Natasha Van Rijn

Titre: Programme Coordinator

Organisation participante (principale): PNUD

Courriel: natasha.van-rijn@undp.org

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

<i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. N/A</i>
<i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. N/A</i>

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: en décalage

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

**Description du résultat 1:** La mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités signé le 23 juillet 2014 et des étapes ultérieures est effective et permet l'amorce d'un processus de dialogue politique avec l'implication de l'ensemble des acteurs nationaux.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

#### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Le Comité technique et le Comité de Suivi de l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville ont été mis en place et ont bénéficié d'un appui opérationnel pour la conduite de leurs activités;
- Les facilitateurs de terrain ont été formés, leur déploiement pris en charge durant les consultations populaires à la base.
- Des consultations organisées sur l'ensemble du territoire et dans les camps de réfugiés du Cameroun, Congo, RD-Congo et Tchad (15970 personnes interrogées dont 22% de femmes et 24% de jeunes) ;
- Les discussions sur le pré-DDR et le désengagement des enfants des groupes armés facilitées par la participation des groupes armés, du gouvernement et des institutions; ont été facilitées par la prise en charge des représentants des groupes armés, gouvernement et institutions;
- La participation au Forum National de Bangui de 368 délégués des provinces (au moins 1 rep sur 3 est une femme) assurée, ainsi que le fonctionnement du Secrétariat technique du Forum de Bangui

#### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

Le projet a été déterminant pour maintenir le dialogue entre les groupes armés et les autorités durant la transition politique et veiller à l'implication des populations dans le processus de paix.

Les fonds ont permis de soutenir le fonctionnement des mécanismes de suivi de l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville qui réunissaient en sessions

régulières les représentants du gouvernement de transition, les groupes armés et les institutions. Le Cosab et le Comtech ont assuré la vulgarisation des accords de cessation des hostilités à Bangui et en province, et veillé au respect par les parties du cessez-le-feu consécutif à l'accord de Brazza. Ils ont aussi plaidé pour l'engagement des ex-combattants dans le processus du Forum National de Bangui (FNB) et rassuré les populations sur leur sécurité durant les consultations populaires à la base (CP). Les CP ont été organisées à Bangui et dans les 16 préfectures, ainsi que dans les camps de réfugiés. Cet exercice, inédit en RCA, a permis aux Centrafricains de faire un diagnostic des conflits locaux et de proposer des solutions de sorties de crise. Leurs recommandations ont été prises en compte lors des travaux préparatoires du FNB et servent de base aux analyses de conflit réalisées jusqu'aujourd'hui. Afin de garantir l'inclusivité du FNB, la participation des populations a été prise en charge par le projet, notamment par la couverture d'une partie des frais de transport et de subsistance. Au cours du FNB, le fonctionnement du Secrétariat technique en appui au Panel des présidents, a été pris en charge par le projet ; La participation des 65 représentants de groupes armés aux discussions préparatoire du FNB a été pris en charge par le projet, permettant la signature d'un accord sur le pré-DDRR (préalable à leur participation au FNB) et sur le désengagement des enfants dans les groupes armés. Les représentants des groupes armés ont aussi signé le Pacte républicain pour la réconciliation nationale et la reconstruction en RCA.

La signature du Pacte par toutes les parties FNB a marqué l'engagement des acteurs de la crise à soutenir l'organisation d'élections sur toute l'étendue du territoire, en particulier dans les zones sous contrôle des groupes armés.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

**Description du résultat 2:** Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix sont renforcées et institutionnalisées, y compris à travers la mise en place d'une architecture de paix inclusive et pérenne organisée à tous les niveaux.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Le Ministère en charge de la réconciliation nationale a bénéficié d'appuis variés, visant à renforcer ses capacités opérationnelles et techniques en matière de planification stratégique, analyse de conflit et résolution des conflits ;
- Des concertations des chefferies traditionnelles organisées à Bangui ont permis d'élaborer un document cadre visant 1) leur intégration dans la hiérarchie administrative, 2) à l'élaboration de mécanismes standardisés de gestion des conflits locaux ;

- Fin de la première phase de la mise en place des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) à Bangui, dans la Lobaye et dans l'Ombella-Mpoko ;
- Une étude de perception sur la sécurité, la justice et la cohésion sociale réalisée, en partenariat avec d'autres projets du PNUD et la MINUSCA ;
- Les radios communautaires contribuent à promouvoir le vivre-ensemble par la diffusion de programmes sensibles au conflit

## État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

La mise en œuvre des activités a permis de jeter les bases, mais de nombreux efforts restent à faire pour l'établissement d'une architecture de paix pérenne en RCA. Le mapping des mécanismes locaux de règlement des conflits (comités de paix, comités de médiations, commissions de sages...) et l'évaluation des déterminants de cohésion sociale réalisée dans les 16 préfectures ont établi la grande diversité des mécanismes et des méthodologies utilisées sur le terrain. La création et l'opérationnalisation des Comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) amorcée par le Ministère de la Réconciliation nationale a pour objectif d'uniformiser ces mécanismes et d'assurer le maillage du territoire. Entamée en 2016, la création des CLPR s'est poursuivie en 2017 avec l'établissement et l'opérationnalisation de 13 comités à Bangui (dans les 8 arrondissements), Bégoua et Bimbo II (Ombella Mpoko), Damara et Mbaïki (Lobaye), et Bangassou (Haut-Mbomou). Leurs activités ont été officiellement lancées par le Chef de l'Etat en décembre 2016. La contribution des CLPR dans la facilitation des retours des déplacés dans leurs quartiers d'origine après la fermeture des camps de déplacés a été appréciable mais reste à évaluer. Les textes visant à organiser les CLPR en plateformes régionales et à clarifier leurs attributions vis-à-vis de l'administration ne sont pas encore rendus publics, faisant courir le risque de conflits avec les autorités locales.

325 acteurs communautaires (leaders traditionnels et locaux, leaders de jeunesse et organisations féminines) ont reçu une formation sur les modes de règlements des conflits communautaires à Bangui, Bambari, Bria et Bossangoa. Le rôle des leaders traditionnels dans le règlement des conflits ayant été remis au centre des discussions par les autorités, le projet a appuyé, en collaboration avec le HCR et le Ministère de l'Administration du Territoire, l'organisation des concertations des chefferies traditionnelles à Bangui. Ces concertations ont abouti à la rédaction d'un projet de loi dont l'adoption permettrait à terme, de légitimer leurs interventions et les jugements rendus dans le cadre de litiges locaux. Dans la même ligne, un comité de recherche sur une méthode standardisée de résolution des conflits a été mis en place et travaille en relation avec les experts des ministères sectoriels (administration du territoire et développement local, justice) et l'appui du PNUD.

Sur le plan institutionnel, le Ministère en charge de la Réconciliation a bénéficié d'un appui opérationnel pour faciliter son installation et la mise en œuvre de ses activités, notamment par la réhabilitation des locaux attribués par le gouvernement, la mise à disposition d'équipements.

## Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

L'instabilité institutionnelle a fragilisé le département ministériel en charge de la réconciliation. Entre 2014 et 2016, le portefeuille a changé trois fois de titulaires, tout en faisant face à des défis politiques conséquents avec peu de moyens humains, techniques et opérationnels.

L'insécurité persistante et l'ampleur des besoins humanitaires ne laisse aucune latitude aux autorités compétentes pour approfondir la réflexion sur les questions stratégiques, encore moins pour impulser les changements structurels nécessaires à la stabilisation définitive du pays. La crise nécessite des réponses multiformes et coordonnées qui peinent à se mettre en place. L'élaboration du RCPCA a représenté une fenêtre d'opportunité, le PNUD soutient donc le secrétariat technique dans le but d'améliorer la coordination des interventions, avec pour objectif à moyen terme d'encourager la réflexion stratégique.

Le calendrier initial d'établissement de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR) est très en retard. Annoncé en juillet 2016, le Comité de pilotage mis en place à cet effet n'a été mis en place qu'en septembre 2017 et n'a entamer ses travaux qu'en décembre 2017. Le PNUD a engagé la réflexion sur les accompagnements possibles des consultations populaires envisagées par le Comité après la fermeture du présent projet.

**Description du résultat 3:** Les programmes de réintégration et de relèvement socio-économiques dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions et favorisent les interactions des groupes autrefois antagonistes et contribuent à la consolidation de la paix.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Appui techniques aux structures d'accueil et d'enregistrement des déplacés dans le 3e, 4e et 8e arrondissements de Bangui, avec notamment la formation et la dotation en fournitures de 72 chefs de quartiers pour l'enregistrement des retournés et la formation en gestion des litiges liés aux logements, terres et biens ;
- 2373 personnes (ont bénéficié d'emplois d'urgence, permettant d'injecter des ressources rapides dans leurs communautés;
- 1290 personnes (dont 387 femmes) formées en gestion des conflits, budgétisation simplifiée ;
- 1083 personnes (dont 477 femmes) ont bénéficié d'une formation qualifiante et d'une subvention pour démarrer des activités génératrices de revenus;
- La mairie de Boeing, a repris ses activités après sa réhabilitation par la MINUSCA et une dotation en moyens de fonctionnement par le projet ;
- La réhabilitation de deux salles de classes du Lycée de Yaloké en modalité Thimo par les jeunes issus des communautés opposées (gbaya et peule) ;

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

L'essentiel des activités a été mené à Bangui (2e, 3e, 8e et 4e arrondissement), dans l'Ombella Mpoko (à Bimbo III, dans la commune d'élevage de Yaloké) et dans la Ouaka (Bambari), en partenariat direct avec la MINUSCA (Initiative Jeunes à risque du bureau du D-SRSG/HC/RC et Affaires civiles) ou par le biais d'organisations de la société civile et d'ONG. Les interventions ont consisté à combiner des sessions de groupes ou des sensibilisations de masse, avec des activités visant à l'injection rapide de fonds dans les communautés via des travaux à haute intensité de main d'œuvre ou d'activités génératrices de revenus. Dans la commune de Boeing, le projet a soutenu la médiation ayant abouti à la signature d'un pacte de non-agression entre les groupes d'auto-défense (musulmans et non-musulmans) et la réouverture du cimetière musulman. La signature du pacte a permis de lancer une série d'activités nécessaire à la relance économique de la zone PK5/Boeing notamment par la mise en œuvre de travaux à haute intensité de main d'œuvre pour réhabiliter la route du cimetière et de la mairie. Dans les zones de Bimbo III, 3e et 4e arrondissements, 1083 personnes ont bénéficié de formation et des financements pour le démarrage d'activités génératrices de revenus dans les domaines de la saponification, petit élevage, agriculture, couture et petit commerce. A Bambari, les communautés confondues ont été mises à contribution pour la réhabilitation du tronçon de 4 km menant du quartier musulman au marché situé sur la rive opposée (en zone anti-balaka). Les travaux, mis en œuvre selon la modalité THIMO ont bénéficié à 250 jeunes identifiés comme vulnérables toutes communautés confondues. Au total, 2373 personnes ont bénéficié d'emplois rapides; 1290 personnes ont bénéficié de formation sur la gestion des conflits, la gestion des budgets, le civisme et la citoyenneté et la promotion de la cohésion sociale dans leur environnement immédiat.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

La lenteur des processus politiques et la fragmentation des groupes armés fragilisent le contexte national. Les épisodes violents touchent à présent 12 préfectures sur 16, avec un impact sur le nombre de déplacés et réfugiés. La fragmentation des groupes armés motivée par des luttes d'influence et pour le contrôle des zones de production minière ont un impact direct sur les populations, les communautés s'accusant mutuellement de soutenir l'expansion des milices.

**Description du résultat 4:** Les candidats aux élections (présidentielle et législative) et les formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Les partis politiques et candidats aux élections ont été régulièrement informés sur le processus électoral et ont bénéficié d'une session d'information spécifique sur l'état du pays en préparation de leur programmes de campagne (les Journées des Leaders politiques);

- Le cadre de concertation des partis politiques a été mis en place pour assurer le monitoring du bon déroulement de la campagne et des votes;
- 100% des partis politiques et prétendants aux élections présidentielles ont été informés sur l'état du pays et sensibilisés à la mise en oeuvre d'une campagne respectueuse de la démocratie et de la diversité d'opinion
- 100% des candidats à l'élection présidentielle sont signataires du Code de bonne conduite des partis politiques et des candidats aux élections; 0 incident violent rapporté suite à la proclamation des résultats des élections (électorales et législatives) et 100% des litiges portés devant les autorités compétentes, sans manifestations violentes du mécontentement.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

Pour contribuer à la tenue d'organisation pacifiques, une série d'activités a été conduite pour d'une part obtenir l'adhésion des partis politiques et des potentiels candidats à un processus apaisé et d'autre part sensibiliser les populations sur la nécessité de respecter le verdict des urnes.

Les Journées des leaders politiques qui se sont déroulées à Bangui en décembre 2015 ont permis de réunir les partis politiques, les potentiels candidats aux élections (présidentielle et législatives) et les acteurs de la société civile autour de thème d'importance telle que le relèvement économique de la RCA, les défis du secteur de la santé ou encore l'éducation. Ces journées ont été le lieu d'échanges enrichissants au cours desquels les leaders politiques ont eu l'occasion d'approfondir leur connaissance de l'état du pays. Cette activité a aussi répondu au besoin de créer un cadre d'échanges courtois et ouverts entre les acteurs politiques, dans la perspective d'une campagne apaisée.

Un code de bonne conduite a été élaboré par le Cadre de concertation des partis politiques (CCPP) et signé, le 9 décembre 2015, par 74 candidats et responsables de partis politiques lors d'une cérémonie officielle présidée par la cheffe de l'Etat de transition, Mme Catherine Samba-Panza, et les leaders de la Plateforme interreligieuse.

Dans le même temps, et en collaboration avec la Division des Affaires Politiques (DAP) de la MINUSCA une première vague de séminaires a permis de former 296 formateurs en surveillance électorale issus des formations politiques et des équipes de candidats à la présidentielle et aux législatives. Ces formations ont été démultipliées avec le NDI dans le cadre du second tour de la présidentielle sur l'ensemble du territoire. 1358 représentants de candidats dans les bureaux de vote (dont 264 femmes) ont été formés à la surveillance des votes entre les deux tours. Par ailleurs 10 000 kits de surveillance (composés d'un jeu de fiches de décompte des votes, lampes-torches, piles, stylos, blocs-notes) ont été confectionnés et distribués aux partis pour aider à la surveillance. Au niveau des médias, le projet a soutenu la Synergie des Médias où 43 organes de presse écrite, 6 stations de radio, 12 médias en ligne et la chaîne nationale ont bénéficié d'un appui technique et opérationnel pour assurer une couverture objective du processus électoral. En complément des programmes appuyés par le projet d'appui aux élections du PNUD, 6 magazines d'information sur les opérations de vote et 5 sketches de sensibilisation ont été produits et diffusés sur l'ensemble des radio du réseau de la synergie.

Les élections se sont passées sans incidents majeurs, notamment en raison de la transparence avec lesquelles elles se sont déroulées et la capacité des candidats à

assurer une surveillance optimale des scrutins. Pour la première fois, toutes les contestations de vote ont été portées devant les autorités compétentes et aucune violence n'ont été à déplorer.

### Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>1 pacte pour la réconciliation et le reconstruction signé en mai 2015; une constitution participative élaborée et adoptée par referendum; des élections présidentielle et législatives organisées sans incidents majeurs; un projet de loi sur l'intégration des chefferies traditionnelles dans la chaîne administrative élaboré; 13 Comités de paix et de réconciliation installés et opérationnels; 2 voyages d'information et d'imprégnation réalisés en prévision de la création de la CVJRR; un ministère de la réconciliation réhabilité et équipé, 1 décret de création du comité de pilotage de la CVJRR publié au journal officiel</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a été déterminant pour combler les gaps relatifs aux consultations populaires notamment, en termes de formation des facilitateurs de terrain et prise en charge de leur mission. Ce fut aussi le cas durant le Forum de Bangui pour assurer la participation des communautés aux discussions. En ce qui concerne les élections, le projet est le seul à avoir ciblé les acteurs clés du processus : les équipes de campagnes et les délégués des bureaux de vote. Les différentes activités de formation à la surveillance des vote, d'information sur le processus, la dotation en petit matériel pour travailler en toute sérénité dans les bureaux de vote a été déterminant dans l'acceptation des résultats par toutes les parties et par conséquent sur le calme qui a régné après les élections. Aussi, le projet reste le seul à soutenir financièrement la création et l'opérationnalisation des comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) du Gouvernement. Ces dispositifs bénéficient d'une connexion directe avec les autorités et les partenaires qui permettent de circonvenir les tensions dans les zones où ils interviennent.</p> <p>En matière de renforcement des capacités techniques des acteurs institutionnels, le projet est le seul à avoir soutenu la formation des agents et cadres du Ministère de la réconciliation et à contribué à préparé l'installation de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR)</p>

<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>L'appui du projet a permis de faciliter les discussions entre le gouvernement de la transition et les groupes armés en prélude à l'organisation du Forum National de Bangui - avec la signature du pré-accord sur le DDRR et du Pacte républicain - puis à l'organisation des élections sur l'ensemble du territoire. La contribution du projet a été appréciable pour l'adoption de la constitution à 90% lors du référendum de 2015. L'avant projet de constitution a pu être relu et discuté par les acteurs institutionnels et de la société civile lors de sessions de relecture. Au niveau communautaire, le suivi et l'appui au comité de pilotage pour la réouverture du cimetière musulman de Boeing a permis de maintenir un calme relatif à Boeing et PK5, deux zones de Bangui et de Bimbo ayant connu des épisodes violents très marquants durant la crise. Ce soutien a ouvert la voie à d'autres initiatives de stabilisation communautaires qui ont permis de réhabiliter des infrastructures sociales telles que le centre de santé et le marché de Boeing.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet soutient actuellement la mise en oeuvre d'une initiative communautaire visant à renforcer la résilience psychologique des femmes, en particulier des femmes chefs de famille dans la région de l'Ouham. Cette initiative pilote devrait permettre d'envisager à plus grande échelle un accompagnement psychologique et/ou psychiatrique pour des femmes se retrouvant seule depuis le conflit (avec un conjoint décédé dans le conflit ou membre d'un groupe d'autodéfense) ayant souvent subi des sévices et ayant une famille à charge. Cet accompagnement devrait à terme favoriser leur reconstruction personnelle et leur inscription dans le processus de réconciliation sur le moyen terme. La mise en oeuvre étant en cours, les premiers effets ne seront mesurables qu'au terme de la mise en oeuvre, en décembre 2017 - janvier 2018.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La parité des genres est restée un objectif clé du projet et des seuils ont été établis sans toutefois toujours atteindre les objectifs fixés. A titre d'exemple, les Comités locaux de paix et de réconciliation opérationnels actuellement ne comptent que 40% de femmes. Le Ministère en charge de la réconciliation ambitionne de faire monter le nombre à 50% d'ici la fin du processus. En ce qui concerne les appuis à la stabilisation communautaire et à la réintégration, 48.9% des bénéficiaires de subventions sont des femmes, et 41% des jeunes bénéficiant d'une formation qualifiante sont des jeunes filles.</p>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> La mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités est effective et permet l'amorce d'un processus de dialogue politique	Indicateur 1.1 L'amorçage d'un dialogue politique national de long terme	Accord signé mais pas de dialogue institutionnel entre les parties prenante pour résoudre les questions de transition	Un cadre de dialogue est pérennisé et inclut toutes les parties prenantes principales, y compris les représentants des groupes armés ;	Le Cosab et le Comtech ont fonctionné conformément à leur plan. Ces deux cadres ont permis de maintenir l'engagement des acteurs, en particulier des groupes armés, dans le dialogue politique		
	Indicateur 1.2 Un consensus politique des acteurs clés sur les questions principales de transition politique	N/A	Un feuille de route est mise en place sur la résolution des questions clé liées à la transition politique	Feuille de route élaborée pour tenue des consultations populaires, referendum constitutionnel, élections présidentielles et législatives		

Produit 1.1 Structures/m écanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord de Brazzaville mis en place et fonctionnels	Indicateur 1.1.1 Existence des structures dont un secrétariat de la Commission de suivi de l'Accord de Brazza	Existence du Comité de pilotage du processus politique post- Brazza ;	1 secrétariat de la COSAB fonctionnel ;	COSAB fonctionnel, et se réunissant de façon régulière		
	Indicateur 1.1.2 Un Comité Tech de la COSAB mis en place et fonctionnel	- Existence de la Commission de suivi de l'application de l'Accord (COSAB) ; - Existence d'un Comité Technique de la COSAB	1 Comité Technique de la COSAB fonctionnel	Comité technique installé, dotés d'équipements et fonctionnel (jusqu'à avril 2015 conformément à sa mission)		
Produit 1.2 L'Accord est vulgarisé auprès des populations et permet une meilleure participation des principales parties au conflit au processus de	Indicateur 1.2.1 % de la population et des principaux acteurs de conflit estimant avoir l'information adéquate sur l'Accord de Brazza et de ses principales conclusions	Existence d'une stratégie de communication de l'Accord de Brazza	70 % de la population et en moyenne 90% des acteurs au conflit visés, dont 40% de femmes	Pourcentage non disponible. Par contre, un état des lieux des activités de communication est disponible	Aucune étude fiable réalisée à échelle nationale	Etat des lieux des activités de communication: 1000 DVD distribués; 3000 affiche et flyers; 800 ex- combattants informés; 15970 personnes informées dans les provinces, les camps de déplacés,

dialogue à tous les niveaux						camps de réfugiés; 7 radios diffusent (1 nationale + 6 communautaires)
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Le Forum de Bangui est organisé et permet une meilleure participation des principales parties au conflit au processus de dialogue à tous les niveaux.	Indicateur 1.3.1 # de concertations /forums organisés dans les préf. de Nana-M, Ouham-P, Ouham, Nana-G et Ouaka et au niveau national (à Bangui)	Aucune concertation préfectorale ou forum nationale organisée à date	5 forums au niveau préfectoral ; 1 forum au niveau national	101 consultations locales, régionales et préfectorales organisées ds les 8 arrdt de Bangui, 71 sous-préf; 12 camps de déplacés; camps de réfugiés Tchad, Cameroun, RDC Congo;		
	Indicateur 1.3.2 # de personnes ayant participé aux concertations et au FNB, avec l'implication des rep des GA	0	50 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles rep par forum régional de concertation, avec la rep des principaux GA au niveau régional 300 personnes et en moyenne 70% des groupes-cibles spécifiques	15970 participants aux foras locaux (22% femmes, 24% de jeunes) ; 65 rep. des groupes armés au FNB ; 249 rep des sous-pref et camps de déplacés dont 75 femmes au FNB		

			représentés au forum national, y compris toutes les parties principales du conflit			
<b>Résultat 2</b> Les capacités des acteurs et institutions dans le domaine de la transformation des conflits et de consolidation de la paix sont renforcées et institutionnalisées, y compris à travers la mise en place d'une architecture de paix inclusive et	Indicateur 2.1 Pertinence et efficacité des structures, systèmes et nouvelles pratiques organisationnelles dans le domaine de la transformation des conflits et la consolidation de la paix mis en place au sein du ministère de la réconciliation	Capacités du ministère de la réconciliation très faibles à tous les niveaux ; Absence d'une évaluation des capacités et des besoins	70% d'objectifs fixés sont atteints à la fin du projet, sur la base du Plan d'action d'appui convenu avec le ministère de la réconciliation	100% des objectifs atteints: réhabilitation des locaux du Ministère, dotation en véhicule et équipement informatique (ordinateurs, imprimantes, vidéo projecteur), appui à l'organisation des Journées de commémoration des victimes, organisation de deux missions d'information (CIV et RW)	Malgré l'atteinte des objectifs, les changements fréquents de ministres ont entraîné des retards et réorientations fréquentes des priorités du département	
	Indicateur 2.2 % d'augmentation du nombre des membres des communautés disant être en	Inconnu	70% de membres des communautés disant être en bonne relation avec leurs voisins	A l'échelle nationale, 61% de la population a confiance aux personnes de sa communauté; 40% en confiance avec pers. d'une autre	L'étude de perception sur la justice, la cohésion sociale et la sécurité est encore en cours et les résultats présentés ne sont que préliminaires	

pérenne organisée à tous les niveaux.	bonne relation avec leurs voisins (désagrégé par âge/sexes)			communauté;		
Produit 2.1 Une analyse participative des facteurs de conflits, des acteurs, des mécanismes de résolution et des besoins permet de formuler des stratégies en matière de cohésion sociale et de réconciliation nationale	Indicateur 2.1.1 Existence d'une analyse consensuelle des facteurs des conflits	Absence d'un document d'analyse des conflits, détaillé et inclusive en RCA	1 rapport d'analyse des conflits consensuel disponible et validé d'abord par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Le projet a contribué à l'élaboration des rapports et études conjoints suivants : Rapport des consultations populations à la base validé au niveau national (Commission préparatoire du Forum de Bangui) ; Bilan Commun de Pays (CCA) ; analyse des		
	Indicateur 2.1.2 Existence d'une cartographie des capacités des acteurs en matière de réconciliation et de gestion des conflits, ainsi que de leurs besoins	Mapping très sommaire établie par le Cluster Moyens de Subsistance et Stabilisation des Communautés	Une cartographie des besoins des acteurs en matière de consolidation de la paix validée par le Cluster moyens de subsistance et stabilisation des communautés (CMSSC)	Cartographie des acteurs dans les préfectures exécutée, avec une analyse des capacités et impact sur la cohésion sociale		
	Indicateur 2.2.1	Absence d'un	- 2 médiateurs par	A l'échelle nationale,	Changement stratégique	

Produit 2.2 Un réseau de médiateurs et de facilitateurs nationaux mis en place et opérationnel à travers les structures préfectorales et locales	Nombre de médiateurs internes identifiés, recrutés, formés, organisés, structurés en réseaux et opérationnels (désagrégé par âge/sexe)	répertoire de médiateurs internes actifs en RCA ; Quasi-absence ou très faibles capacités des acteurs en matière de médiation des conflits	localité-cible (30% du total sont des femmes) - 60 % de conflits modérés par les médiateurs	322 médiateurs formés dans le cadre de la mise en oeuvre directe du projet ; 437 médiateurs formés par des ONGI identifiés	opéré par le Ministère de la réconciliation qui privilégie désormais la formation de médiateurs internes aux CLPR - Conséquence: Aucun médiateur formé par le projet ne bénéficie d'une reconnaissance officielle	
	Indicateur 2.2.2 Appréciation par les médiateurs de leurs propres capacités à intervenir efficacement dans la résolution pacifique des conflits.	N/A	- 70 % de médiateurs satisfaits de l'efficacité de leur travail de médiation	Aucune données précises disponibles sur l'impact des médiations communautaires et médiations peu documentées;	Les médiations sont peu documentées par les facilitateurs	
Produit 2.3 Les structures et mécanismes relatifs à l'architecture de paix sont mises en	Indicateur 2.3.1 Existence des structures et mécanismes de médiation et de dialogue au niveau national, régional et local	Absence d'une architecture nationale pour le règlement pacifique des différends, assurer la médiation et faire en sorte que	- 1 plateforme de médiation et de dialogue au niveau national - 1 structure régionale mise en place dans la zone d'intervention	13 Comités locaux de paix et de réconciliation créés et opérationnels (GoCAR) ;	Processus d'installation des CLPR encore en cours. Les mécanismes locaux de résolutions de conflits pré-existants seront progressivement intégrés dans les CLPR après le vetting des personnes	

place et rendues fonctionnelles dans les zones-cibles du projet.		les conflits ne dégènèrent et se propagent	- Au moins une structure locale de paix dans la zone d'intervention			
	Indicateur 2.3.2 Proportion de femmes dans les différentes structures de paix, au niveau national, régional et local		- 30% de médiateurs sont des femmes	34% des membres des CLPR sont des femmes ; 40% des fac	Le pourcentage de femmes membres des CLPR appelé à évoluer, la réorganisation de certaines instances étant en cours	
<b>Résultat 3</b> Les prog. de réintégration et de relèvement socio-économiques dans les zones d'action contribuent à apaiser les tensions et favorisent les interactions des groupes autrefois	Indicateur 3.1 Le changement de comportement au sein des communautés-cibles, se traduisant par une amélioration des contacts positifs sur le plan social et des affaires entre personnes d'origine ethnique, religieux et politique différente ;		1 préfet et 1 SG de préfectures redéployés. Le déploiement et l'installation des nouveaux Préfets et sous-Préfets nouvellement nommés sont attendus avant la fin 2017 (Source CNRAP-projet ARAT-RSE)	Amélioration des interactions relative. Selon l'enquête nationale de perception 51% de la population manifeste de la confiance envers les autorités administratives et traditionnelles ; 40% de confiance envers les personnes d'autres communautés religieuses ;	Le PNUD et la MINUSCA en collaboration avec HHI réalisent 4 sondages de perceptions sur la sécurité, la justice et la cohésion sociale pour mieux apprécier la progression des interactions sociales en RCA. Les premiers résultats sont disponibles depuis le novembre 2017	

antagonistes	Indicateur 3.2 % de diminution des confrontations violentes entre les groupes et les communautés antagonistes	Faible niveau de sécurité et de confiance au niveau national	Amélioration du sentiment de sécurité individuelle et collective au regard des critères confessionnels, ethniques et politiques; Niveau de confiance dans l'administration publique, les institutions juridiques et de sécurité	51% des personnes interrogées trouvent les musulmans trop agressifs; 48% les trouvent moins tolérants, 34% trop nombreux ; 19% des musulmans trouvent les autres communautés plus agressifs, 21% les trouvent moins tolérants et 50% les trouvent trop nombreux/trop représentés		
Produit 3.1 Les interactions entre différents acteurs dans les communautés ciblées favorisent le retour et la réintégration des ex-combattants,	Indicateur 3.1.1 % d'augmentation de personnes retournées (PDI et exilées) et présentes pendant au moins 4 mois dans leur lieu de retour;	Environ 568 000 de PDI, dont 25% à Bangui ; Environ 350 000 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (dont environ 98 000 au Tchad et 185 000 au Cameroun)	80% de personnes de retour dans leurs communautés et restant pendant au moins 4 mois	En 2017, le HCR a enregistré moins de 1% de retours spontanés. La persistance des violences empêche les retours durables : + 24,19% de réfugiés et déplacés entre Octobre 2014 et Octobre 2017. En termes de retours de moyenne durée : 9% de Juin à	Les mouvements de personnes sont pendulaires et dépendent des zones d'interventions des acteurs humanitaires.	

des exilés et des personnes déplacées internes.				Décembre 2015 de personnes retournées et restées sur pl		
	Indicateur 3.1.2 % de diminution d'incidents entre les exilés et PDI de retour et les membres des communautés d'accueil, y compris les cas de violence envers les femmes	N/A	70% de contacts positifs entre groupes antagonistes 60% de diminution d'incidents de violence entre groupes antagonistes	Données non disponibles		
Produit 3.2 La restauration des structures administratives, juridiques, de sécurité et des services sociaux de base contribuent à l'instauration d'une paix durable.	Indicateur 3.2.1 Nombre et nature des services publics restaurés et effectivement au service des populations dans chacun des secteurs prioritaires : Administration publique (Préfet, s/préfets et autres agents de l'État) ;	56,3% des bâtiments des bureaux administratifs des préfets sont entièrement non fonctionnels contre 64,8% pour les sous-préfectures. 12,5% des bureaux des préfectures contre 18,3% des sous-préfectures ont été délocalisés	80% d'objectifs fixés dans le cadre du Plan d'action établi sur la base d'un exercice d'évaluation des besoins	Réhabilitations de bâtiments administratifs effectuées dans le cadre du projet ARAT-RSE (3 bâtiments administratifs à Bangassou; 2 bâtiments en cours d'équipement à Birao ; 2 bâtiments en cours de réhabilitation à Kaga-Bandoro) ; Les relations	La situation sécuritaire est critique dans les zones d'intervention du projet. Toutefois, des activités ponctuelles permettant d'injecter des fonds dans les communautés sont couplées à des sessions de formation en gestion des conflits et médiation ;	

	Sécurité (police et gendarmerie) ; Justice ; Éducation et Santé	à cause du pillage ou pour des raisons d'insécurité. Les bureaux des responsabl		intercommunautaires favorisées par la mise en œuvre d d'		
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b> Les candidats aux élections (présidentielle et législative) et les formations politiques sont mieux outillés pour une participation de qualité au processus électoral et contribuent à la	Indicateur 4.1 La campagne électorale se déroule dans un contexte apaisé et dans le respect de la diversité d'opinion	Les élections en RCA se sont toujours déroulées dans un climat de tension, les résultats des scrutins sont régulièrement fait l'objet de contestation violente par les partis politiques et les candidats aux élections	80% des représentants des Candidats et Partis politiques sont informés sur les voies légales de recours en cas de litiges électoraux et formés à la surveillance électorale	100 % des candidats, partis politiques et équipes de campagne informées sur le processus électoral, les procédures légales de recours ; 100% des candidats aux élections et partis politiques signataires du Code de bonne conduite pour les élections		
	Indicateur 4.2 Les candidats et les partis politiques	Les élections en RCA se sont toujours déroulées dans un climat de	80% des Candidats et partis politiques ont reçu une formation sur	100% des contestations des résultats portées devant les autorités		

consolidation de la paix et de la cohésion sociale.	utilisent les voies légales de recours en cas de litiges électoraux	tension, les résultats des scrutins sont régulièrement fait l'objet de contestation violente par les partis politiques et les candidats aux élections	l'élaboration de projets de société ; 70% des Candidats et partis politiques engagés dans les élections ont choisi des voies légales pour leurs revendications	compétentes; 0 cas de violences électorales enregistrées		
Produit 4.1 Les partis politiques et les candidats aux élections proposent des projets de société répondant aux besoins des populations et concourant à la consolidation de la cohésion sociale	Indicateur 4.1.1 Nombre de candidats aux élections participants aux formations sur la formulations de projets de société et mettant en application les recommandations reçue potentiels	Inexistence de cadres stratégiques internes permettant la structuration de projets de société	80% des formations politiques ont rendu public leur projet de société	Proposition: 74 candidats aux élections et partis politiques informées sur les éléments à considérer dans leur programmes de campagne; 110 partis/leaders politiques informés sur l'Etat réel du pays pour la conception de leur programme		
	Indicateur 4.1.2 Nombre de candidats et de formations politiques	Inexistence d'outils d'évaluation et d'analyse des besoins socio-	80% des candidats et des partis ont lancé au moins un appel à des élections apaisées à	100% des partis politiques et prétendants aux élections présidentielles		

	acceptant de participer au séminaire sur les techniques de gestion pacifique d'une campagne électorale	économiques réels des populations	l'intention de leurs partisans et des populations	informés sur l'état du pays, les voies légales de recours, les conditions d'application d'une bonne campagne		
Produit 4.2 Les représentants des candidats et des partis politiques sont formés pour assurer un suivi technique approprié des opérations de vote et veiller au bon déroulement des scrutins	Indicateur 4.2.1 60 Maîtres formateurs des Candidats et partis politiques sont formés à la surveillance des opérations de votes et à la gestion pacifique des litiges électoraux	les Candidats et partis politiques ne disposent pas de compétences en matière de techniques de surveillance professionnelle et holistique des élections	80% des candidats et 80% des partis politiques sont à même de veiller au bon déroulement des opérations de vote	164 maîtres-formateurs issus des partis politiques et équipes de campagne formés à la surveillance électorale ; 1358 délégués de candidats formés à la surveillance électorale ;		
	Indicateur 4.2.2 30.000 guides d'appui à la surveillance électorale sont conçus et distribués aux candidats, aux formations politiques et à	Les candidats et partis politiques ne disposent pas de compétences en matière de techniques de surveillance professionnelle et holistique des élections	N/A	13000 « kits de surveillance » (Guide de la surveillance électorale, Code de bonne conduite des candidats, fiches de rapportages, lampes torches, stylos, blocs notes, piles) remises aux équipes de		

	leurs membres à titre de supports			campagnes		
Produit 4.3 Les candidats et partis politiques engagés dans le processus électoral sont dotés d'un code de bonne conduite pour un environnement électoral apaisé.	Indicateur 4.3.1 Un projet de code de bonne conduite électoral est élaboré de façon consensuelle par les partis politiques et les candidats	Absence d'un cadre moral approprié pouvant régir l'exercice politique des formations et des candidats aux élections	100% des votants informés du contenu du code de bonne conduite signé par les candidats aux élections et les formations politiques Résultat	1 Code de bonne conduite des candidats aux élections et des partis politiques élaboré par le Cadre de concertation des partis politiques et validé par les parties prenantes des élections		
	Indicateur 4.3.2 Un code de bonne conduite électoral est adopté et respecté par les candidats aux scrutins et les partis politiques	Absence d'un cadre moral approprié pouvant régir l'exercice politique des formations et des candidats aux élections	70% des candidats et partis politiques adoptent un comportement respectueux du code de bonne conduite électoral	Une déclaration commune des partis politiques et des candidats s'engageant à respecter le Code rendu publique par voie de presse ; 0 message d'incitation à la violence enregistré durant la campagne ;		

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le contexte politique et sécuritaire qui prévaut en RCA nécessite une grande adaptabilité dans la mise en œuvre du projet. Le processus de réconciliation nationale étant évolutifs, les priorités changent et varient en fonction des réalités du terrain. Cela nécessite de revoir les interventions, au risque d'être moins performant que prévu
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	L'expérience de la mise en œuvre du projet démontre que la consolidation (ou la reconstruction) du tissu social nécessite une prise en compte transversale des problèmes. Si la mise en œuvre de THIMO ou d'activités de sensibilisation contribuent à calmer les tensions, l'absence de programmes économiques structurés, avec une visée de long terme, qui permettraient aux jeunes d'avoir des emplois stables et des revenus réguliers n'encourage pas à renoncer à la violence.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	La mise en place de mécanismes de justice transitionnelle tels que la Cour pénale spéciale et la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation doivent être menés en parallèle pour encourager l'adhésion des parties prenantes et permettre aux mécanismes de se renforcer mutuellement. Le décalage qui existe entre la mise en place de ces deux structures renforce l'idée des populations selon laquelle la justice ne s'intéressera qu'aux acteurs majeurs de la crise, au détriment des exécutants et complices au niveau des localités. Une forte mobilisation des acteurs locaux sera nécessaire pour instaurer la confiance en la CVJRR.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

## **PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION**

### **3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires**

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Les activités liées au résultat 3 sont encore en cours et les activités liées au résultat 6 sont en retard d'exécution. Le tableau annexé au présent rapport indique l'état des dépenses par résultat stratégique

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
<b>Résultat 1:</b>					
Produit 1.1					
Produit 1.2					
Produit 1.3					
<b>Résultat 2:</b>					
Produit 2.1					
Produit 2.2					
Produit 2.3					
<b>Résultat 3:</b>					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
<b>Résultat 4:</b>					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):*

Le processus de réconciliation en RCA ayant subi de nombreux soubresauts, la flexibilité dans la mise en oeuvre du projet a permis de soutenir les autorités et les acteurs locaux à des moments critiques. Les révisions du projet opérées en 2015 et en 2017 ont permis de l'adapter au contexte politique et social du pays. En 2015, l'ajout d'un résultat stratégique sur l'accompagnement des acteurs politiques dans le processus électoral a permis de prendre en compte les candidats et les mouvements politiques, bien trop souvent oubliés dans ce genre de contexte. La révision effectuée en 2016 a permis d'une part de renforcer l'implication des autorités nationales dans la mise en oeuvre du projet, mais aussi de clarifier leurs objectifs de moyen terme.

La mise en œuvre du projet a nécessité de gros efforts de coordination avec les acteurs nationaux et internationaux intervenants dans l'appui au processus de réconciliation nationale et de renforcement de la cohésion sociale. L'élaboration et la mise en oeuvre du RCPCA a offert l'opportunité pour les différents acteurs. L'absence de cadre de coordination formelle avec les autorités en charge de ces questions devrait changer en 2018, avec la création du Comité de pilotage de mise en place de la CVJRR. En effet, le Ministère en charge de l'Action humanitaire et de la Réconciliation nationale envisage d'utiliser ce forum pour centraliser toutes les initiatives et rechercher des synergies.

En attendant, la mutualisation des fonds et des effectifs tant avec les autres projets du PNUD que la MINUSCA a eu un effet démultiplicateur sur les interventions du projet. En dépit de la faiblesse de leurs capacités opérationnelles, des OSC et ONG nationales ont fait partie des partenaires d'exécution du projet, renforçant du même coup l'engagement national et leurs capacités opérationnelles.